

ses alliés insistent sur les relations civilisées entre les États. Les États-Unis et leurs alliés insistent sur les relations civilisées entre un État et ses citoyens.

L'Acte final d'Helsinki a été conçu précisément en vue de trouver un équilibre entre ces deux accents différents de la part des superpuissances. Et c'est en grandes pompes que les 35 chefs de gouvernements l'ont signé le 1^{er} août 1975. On a d'ailleurs fait la promotion de cet acte comme l'instrument devant assurer de bonnes relations entre les États signataires. Le document a reçu l'adhésion du Canada, des États-Unis et de tous les pays européens de l'Ouest et de l'Est à l'exception de l'Albanie. La signature de l'Acte final d'Helsinki a mis fin à la première Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, connue sous le sigle de CSCE. L'Acte final comprend une pléade d'engagements volontaires qu'on a divisé en trois créneaux. Le premier créneau touche la coopération économique, scientifique, technologique et celle qui se rapporte à l'environnement. Le deuxième créneau touche les questions de sécurité en Europe et les mesures militaires propres à créer un climat de confiance. Le troisième créneau que recoupe la déclaration de principes de l'Acte final, touche les questions humanitaires et les droits de la personne: liberté de parole, de religion, de mouvement, réunification de la famille, mariages, le traitement des journalistes, la culture, l'éducation et la libre circulation de l'information. En 1977, à Belgrade en Yougoslavie, puis à Madrid en 1980, les parties à l'Acte ont tenu des rencontres en vue d'assurer le suivi d'Helsinki. Il y a eu aussi en 1981 une conférence à Vienne suite aux travaux de Madrid.

L'Acte final d'Helsinki est en fait la consécration de la détente qui existait au début des années 70. Cet exploit n'a pas été répété depuis car la détente s'est pour ainsi dire évaporée. Il est aussi très difficile pour 35 États, allant de San Marion à l'URSS sans oublier les États-Unis, de s'entendre sur un accord qui couvre autant de points.

Ainsi, à la réunion de Belgrade (1977), les 35 États n'ont pu s'entendre sur plus de trois rencontres thématiques subséquentes à la réunion: une sur la résolution pacifique des disputes, une autre sur la Méditerranée et enfin un forum scientifique. À part ce résultat, les délégations ont précisé qu'elles avaient tenu une réunion et qu'une autre aurait lieu à Madrid en 1980.

Le document final de Madrid avait plus de substance, mais il a été coûteux et a accaparé beaucoup d'énergie. Cette réunion s'est en fait échelonnée sur trois ans et le processus lui-même a été remis en cause par les événements mondiaux et la détérioration des relations Est-Ouest. Il y a eu l'invasion soviétique de l'Afghanistan, la menace d'une intervention soviétique en Pologne, et à la fin de la Conférence de Madrid, l'affaire du vol 007 de la KAL.

À la Conférence de Madrid, on a par ailleurs approuvé la tenue d'une réunion d'experts sur les droits de la personne, laquelle s'est déroulée à Ottawa en 1985. Et après six semaines de débats houleux, la rencontre des experts de la CSCE sur les droits de la personne à Ottawa a débouché sur le pire résultat de toutes les rencontres dans le cadre de la CSCE: on n'a pas